

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1978 Nr. 111

A. TITEL

*Overeenkomst tot het invoeren van een internationaal familieboekje,
met bijlage;
Parijs, 12 september 1974*

B. TEKST

Convention créant un livret de famille international

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux d'instaurer un livret de famille international,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

Lors du mariage, l'officier de l'état civil remet aux époux un livret de famille international conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Aucun livret de famille d'un modèle différent ne peut être délivré.

Article 2

Sont portées sur le livret de famille international les énonciations originaires et les mentions ultérieures des actes de l'état civil concernant le mariage des époux, la naissance de leurs enfants communs ainsi que le décès des époux et de ces enfants.

L'officier de l'état civil qui a dressé ou transcrit l'acte en porte les énonciations et mentions dans les cases correspondant aux formules imprimées du livret.

Article 3

Des indications diverses, propres à chaque Etat contractant, peuvent en outre figurer dans la case prévue à cet effet dans le livret de famille international.

Elles y sont portées par les autorités compétentes ou les personnes habilitées dans cet Etat.

Article 4

Si le livret de famille international n'a pas été délivré lors de la célébration du mariage, il peut l'être ultérieurement, soit par l'officier de l'état civil qui a célébré le mariage ou transcrit l'acte de mariage, soit par les autorités compétentes de l'Etat dont l'un au moins des époux est ressortissant.

Si certaines énonciations ou mentions d'état civil n'ont pas été portées sur le livret par l'officier de l'état civil désigné à l'article 2, elles peuvent l'être par les autorités compétentes de l'Etat dont l'un au moins des époux est ressortissant.

Chaque Etat contractant indiquera, lors de la signature, de la notification prévue à l'article 18 ou de l'adhésion, les autorités qui sont compétentes pour l'application des dispositions du présent article.

Article 5

Les pages du livret de famille international sont numérotées sans discontinuité.

Article 6

Toutes les inscriptions à porter sur le livret de famille international sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue qui a été utilisée pour la rédaction de l'acte auquel elles se réfèrent.

Elles sont dactylographiées ou, à défaut, manuscrites.

Article 7

Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement, sous les symboles Jo, Mo et An, le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.

Pour indiquer le sexe sont exclusivement utilisés les symboles suivants: F = féminin, M = masculin.

Pour indiquer la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, le décès du mari, le décès de la femme et le décès d'un enfant sont exclusivement utilisés les symboles suivants: Sc = sépara-

tion de corps; Div = divorce; A = annulation; Dm = décès du mari; Df = décès de la femme; De = décès de l'enfant. Ces symboles sont suivis de la date et du lieu de l'événement.

Le numéro d'identification de chacun des époux et des enfants est précédé du nom de l'Etat qui l'a attribué.

Article 8

Les formules invariables du livret de famille international, à l'exclusion des symboles prévus à l'article 7 en ce qui concerne les dates, sont imprimées en deux langues au moins, dont la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat où le livret est délivré et la langue française.

A la fin du livret les formules invariables doivent figurer au moins dans les langues des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil ainsi que dans les langues anglaise, arabe et espagnole, pour autant que ces langues n'ont pas été utilisées pour l'impression de ces formules.

Article 9

La signification des symboles utilisés dans le livret de famille international doit y être indiquée au moins dans les langues des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil ainsi que dans les langues anglaise, arabe et espagnole.

Article 10

Si les énonciations et mentions d'état civil ne permettent pas de remplir une case ou une partie de case d'un extrait d'acte, celle-ci est rendue inutilisable par des traits.

Article 11

Les énonciations et mentions d'état civil portées sur le livret de famille international sont datées et revêtues de la signature et du sceau de l'autorité qui les a portées. Ces énonciations et mentions ont la même valeur que les extraits d'actes de l'état civil délivrés par ladite autorité.

Ce livret est accepté sans légalisation sur le territoire de chacun des Etats liés par la présente Convention.

Article 12

Le livret de famille international doit être mis à jour dès qu'il ne correspond plus à la situation exacte. L'officier de l'état civil qui dresse un acte dont il doit être fait mention dans le livret se fait remettre celui-ci en vue de sa mise à jour.

Article 13

La délivrance du livret de famille international ne donne lieu à la perception d'aucun droit.

Il en est de même pour l'apposition des inscriptions dans le livret.

Article 14

Chaque Etat contractant détermine le nombre de formules „Extrait de l'acte de naissance d'un enfant” que comportera le livret de famille international délivré sur son territoire.

Article 15

Pour l'application de la présente Convention sont assimilés aux ressortissants d'un Etat les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi dudit Etat.

Article 16

La présente Convention ne fait pas obstacle à l'insertion au début ou à la fin du livret de famille international de renseignements d'intérêt général ou local à l'intention des époux.

Article 17

Chaque Etat contractant pourra, lors de la signature, de la notification prévue à l'article 18 ou de l'adhésion, déclarer:

a) que le livret de famille international sera seulement délivré si les intéressés le demandent après que leur attention ait été appelée par l'officier de l'état civil sur l'utilité de ce document, aucun autre livret de famille ne pouvant être délivré;

b) que pendant un délai ne pouvant excéder dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention en ce qui le concerne, le livret de famille international sera seulement délivré si les intéressés le demandent et le préfèrent au livret de famille national en usage, après que leur attention ait été appelée par l'officier de l'état civil sur l'utilité du document international;

c) que le livret de famille international ne sera délivré sur la totalité de son territoire qu'à l'expiration d'un délai ne pouvant excéder cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention en ce qui le concerne et que pendant ce délai le livret de famille déjà en usage pourra encore être délivré;

d) que les enfants adoptés ne seront pas mentionnés dans le livret de famille international;

e) qu'il n'appliquera pas l'article 13 ou l'une des dispositions de cet article.

Article 18

Les Etats contractants notifieront au Conseil Fédéral Suisse l'accomplissement des procédures requises par leur Constitution pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

Article 19

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date de dépôt de la deuxième notification et prendra dès lors effet entre les deux Etats ayant accompli cette formalité.

Pour chaque Etat contractant, accomplissant postérieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date de sa notification.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement dépositaire en transmet le texte au secrétariat des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 20

Les réserves visées à l'article 17 peuvent être retirées totalement ou partiellement à tout moment. Le retrait sera notifié au Conseil Fédéral Suisse.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

Article 21

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque Etat contractant.

Tout Etat pourra, lors de la signature, de la notification, de l'adhésion ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale. Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette dernière notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pourra, par la suite déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse,

que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable au territoire visé le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 22

Tout Etat pourra adhérer à la présente Convention après l'entrée en vigueur de celle-ci. L'acte d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt de l'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le trentième jour suivant la date de dépôt de l'acte d'adhésion.

Article 23

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Etats contractants aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps au moyen d'une notification adressée par écrit au Conseil Fédéral Suisse, qui en informera les autres Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission de l'Etat Civil.

Cette faculté de dénonciation ne pourra être exercée avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification prévue à l'article 18 ou de l'adhésion.

La dénonciation produira effet à compter d'un délai de six mois après la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu la notification prévue à l'alinéa premier du présent article.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Paris, le 12 septembre mil neuf cent soixante quatorze, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Pour la République d'Autriche:

Pour le Royaume de Belgique:

(s.) C. DE KERCHOVE

Pour la République Française:

Conformément aux dispositions de l'article 17 (b) la France déclare que pendant un délai ne pouvant excéder dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, en ce qui la concerne, le livret de famille international sera seulement délivré si les intéressés le demandent et le préfèrent au livret de famille national en usage, après que leur attention ait été appelée par l'officier de l'état civil sur l'utilité du document international.

(s.) JEAN LECANUET

Pour la République de Grèce:

La Grèce déclare faire usage des réserves prévues à l'art. 13¹ et l'art. 17 b.

(s.) G. CARAMANOS

Pour la République Italienne:

Le Gouvernement italien déclare faire usage des réserves prévues à l'art. 17 par. a et d.

(s.) RICCARDO MONACO

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

(s.) HENRI DELVAUX

Pour le Royaume des Pays-Bas:

Pour la République du Portugal:

Le Portugal déclare faire les réserves prévues par les alinéas (a) et (c) de l'article 17.

(s.) JOSÉ CARLOS ROSA NIGUEIRA

Pour la Confédération Suisse:

Pour la République Turque:

(s.) FIKRET BEREKET

De bij deze Overeenkomst behorende bijlage is los bij dit Tractatenblad gevoegd.
--

C. VERTALING**Overeenkomst tot het invoeren van een internationaal familieboekje**

De Staten die deze Overeenkomst hebben ondertekend en als leden van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand een internationaal familieboekje wensen in te voeren,

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

Bij het huwelijk overhandigt de ambtenaar van de burgerlijke stand aan de echtgenoten een internationaal familieboekje dat overeenkomt met het aan deze Overeenkomst als bijlage toegevoegde model.

Een anders ingericht familieboekje mag niet worden afgegeven.

Artikel 2

In het internationale familieboekje worden opgenomen de oorspronkelijke gegevens alsmede de latere kantmeldingen uit de akten van de burgerlijke stand omtrent het huwelijk van de echtgenoten, de geboorte van hun kinderen, alsmede omtrent het overlijden van deze echtgenoten en kinderen.

De ambtenaar van de burgerlijke stand die de akte heeft opge maakt of ingeschreven, neemt de in deze akte voorkomende gegevens en kantmeldingen over in de daarvoor bestemde vakken bij de gedrukte formules van het boekje.

Artikel 3

Iedere Overeenkomstsluitende Staat kan bovendien andere, door hem van belang geachte gegevens doen opnemen in het daarvoor in het internationale familieboekje bestemde vak.

Zij worden ingeschreven door de bevoegde autoriteiten of door de personen die daartoe in de betrokken Staat zijn gemachtigd.

Artikel 4

Indien het internationale familieboekje niet is afgegeven bij de huwelijksvoltrekking, kan dit later alsnog geschieden, hetzij door de ambtenaar van de burgerlijke stand die het huwelijk heeft voltrokken of de huwelijksakte heeft ingeschreven, hetzij door de bevoegde autoriteiten van de Staat waarvan tenminste één der echtgenoten onderdaan is.

Indien bepaalde gegevens of kantmeldingen uit de registers van de burgerlijke stand niet door de in artikel 2 bedoelde ambtenaar van de burgerlijke stand in het familieboekje zijn ingeschreven, kan dit

alsnog geschieden door de bevoegde autoriteiten van de Staat waarvan tenminste één der echtgenoten onderdaan is.

Iedere Overeenkomstsluitende Staat wijst bij de ondertekening, bij de in artikel 18 bedoelde kennisgeving, of bij de toetreding, de autoriteiten aan die bevoegd zijn de bepalingen van dit artikel toe te passen.

Artikel 5

De bladzijden van het internationale familieboekje worden doorlopend genummerd.

Artikel 6

Alle in het internationale familieboekje op te nemen gegevens worden geschreven in Latijnse drukletters; zij mogen bovendien worden geschreven in de lettertekens van de taal, die gebruikt is bij het opmaken van de akte waarop ze betrekking hebben.

Zij worden met de schrijfmachine of, indien dit niet mogelijk is, met de hand geschreven.

Artikel 7

De data worden vermeld in Arabische cijfers en geven achtereenvolgens onder de tekens Jo, Mo en An, de dag, de maand en het jaar aan. De dag en de maand worden aangeduid door twee, het jaar door vier cijfers. De eerste negen dagen van de maand en de eerste negen maanden van het jaar worden aangeduid door de cijfers 01 tot en met 09.

Het geslacht wordt uitsluitend met de volgende tekens aangegeven: F = vrouwelijk, M = mannelijk.

Scheiding van tafel en bed, echtscheiding, nietigverklaring van het huwelijk, overlijden van de man, overlijden van de vrouw en overlijden van het kind worden uitsluitend als volgt aangeduid: Sc = scheiding van tafel en bed; Div = echtscheiding; A = nietigverklaring; Dm = overlijden van de man; Df = overlijden van de vrouw; De = overlijden van het kind. Deze tekens worden gevolgd door de datum waarop en de plaats waar het feit heeft plaatsgevonden.

Het persoonsnummer van elk der echtgenoten en van de kinderen wordt voorafgegaan door de naam van de Staat die het nummer heeft toegekend.

Artikel 8

De onveranderlijke formules van het internationale familieboekje worden, met uitzondering van de in artikel 7 voor de data voorgeschreven tekens, gedrukt in ten minste twee talen, waaronder de

officiële taal of één van de officiële talen van de Staat waarin het boekje wordt afgegeven en de Franse taal.

De onveranderlijke formules dienen achter in het boekje in ieder geval in de talen van de Lid-Staten van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand, alsmede in het Engels, het Arabisch en het Spaans te worden afgedrukt, voor zover deze talen niet reeds zijn gebruikt voor het drukken van deze formules.

Artikel 9

De betekenis van de in het internationale familieboekje gebruikte tekens dient in ieder geval te worden aangegeven in de talen van de Lid-Staten van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand en voorts in het Engels, het Arabisch en het Spaans.

Artikel 10

Wanneer bij het opnemen van gegevens en kantmeldingen uit de registers van de burgerlijke stand een vak niet of niet geheel met een uittreksel kan worden ingevuld, wordt dit vak of deel van het vak onbruikbaar gemaakt door er een streep door te halen.

Artikel 11

De in het internationale familieboekje ingeschreven gegevens en kantmeldingen worden gedateerd en voorzien van de handtekening en het stempel van de autoriteit die ze heeft ingeschreven. Deze gegevens en kantmeldingen hebben dezelfde waarde als de door die autoriteit afgegeven uittreksels uit akten van de burgerlijke stand.

Dit boekje wordt zonder legalisatie aanvaard op het grondgebied van elk der door deze Overeenkomst gebonden Staten.

Artikel 12

Het internationale familieboekje wordt bijgewerkt zodra het niet meer overeenkomt met de werkelijke toestand. De ambtenaar van de burgerlijke stand die een akte opmaakt die in het boekje dient te worden vermeld, laat zich dit boekje overleggen om te worden bijgewerkt.

Artikel 13

Voor de afgifte van het internationale familieboekje worden geen rechten geheven. Hetzelfde geldt voor het toevoegen van de gegevens aan dit boekje.

Artikel 14

Iedere Overeenkomstsluitende Staat bepaalt hoeveel malen in het

op zijn grondgebied af te geven internationale familieboekje de formule „uittreksel uit de geboorteakte van een kind” wordt opgenomen.

Artikel 15

Voor de toepassing van deze Overeenkomst worden met onderdanen van een Staat gelijkgesteld de vluchtelingen en de staatlozen waarvan de persoonlijke staat wordt beheerst door de wet van die Staat.

Artikel 16

Deze Overeenkomst belet niet dat, voor in of achter in het internationale familieboekje, ten dienste van de echtgenoten inlichtingen van algemeen of plaatselijk belang worden opgenomen.

Artikel 17

Iedere Overeenkomstsluitende Staat kan bij de ondertekening, bij de in artikel 18 bedoelde kennisgeving of bij de toetreding verklaren:

a) dat het internationale familieboekje alleen zal worden afgegeven indien de betrokkenen zulks verzoeken nadat de ambtenaar van de burgerlijke stand hun heeft gewezen op het nut van dit document, met dien verstande dat geen ander familieboekje wordt afgegeven;

b) dat gedurende een tijdvak van ten hoogste tien jaar na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst ten aanzien van die Staat, het internationale familieboekje alleen zal worden afgegeven indien partijen, nadat de ambtenaar van de burgerlijke stand hun heeft gewezen op het nut van het internationale document, aan dit document de voorkeur geven boven het gebruikelijke nationale familieboekje en erom verzoeken;

c) dat het internationale familieboekje op zijn gehele grondgebied slechts zal worden afgegeven na het verstrijken van een tijdvak van ten hoogste vijf jaar na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst ten aanzien van die Staat en dat gedurende dit tijdvak het reeds in gebruik zijnde familieboekje nog kan worden afgegeven;

d) dat geadopteerde kinderen niet in het internationale familieboekje zullen worden vermeld;

e) dat hij artikel 13 of een van de bepalingen van dat artikel niet zal toepassen.

Artikel 18

De Overeenkomstsluitende Staten geven de Zwitserse Bondsraad kennis van de vervulling van de door hun grondwet vereiste proce-

dures om deze Overeenkomst binnen hun grondgebied in werking te doen treden.

De Zwitserse Bondsraad doet de Overeenkomstsluitende Staten en de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand mededeling van iedere kennisgeving als bedoeld in het vorige lid.

Artikel 19

Deze Overeenkomst treedt in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging van de tweede kennisgeving en treedt van dat tijdstip af in werking tussen de beide Staten die deze formaliteit hebben vervuld.

Voor iedere Overeenkomstsluitende Staat die de in het voorgaande artikel bedoelde formaliteit later vervult, treedt deze Overeenkomst in werking te rekenen van de dertigste dag na de datum van zijn kennisgeving.

Zodra deze Overeenkomst in werking is getreden, doet de als depositaris aangewezen Regering de tekst toekomen aan het secretariaat van de Verenigde Naties om deze te laten registreren en publiceren overeenkomstig artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties.

Artikel 20

De in artikel 17 genoemde voorbehouden kunnen te allen tijde geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken. Van deze intrekking wordt aan de Zwitserse Bondsraad kennis gegeven.

De Zwitserse Bondsraad doet de Overeenkomstsluitende Staten en de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand mededeling van iedere kennisgeving zoals bedoeld in het vorige lid.

Artikel 21

Deze Overeenkomst is van rechtswege van toepassing in het gehele moederland van iedere Overeenkomstsluitende Staat.

Elke Staat kan, bij de ondertekening, bij de kennisgeving, bij de toetreding of nadien, door middel van een aan de Zwitserse Bondsraad gerichte kennisgeving verklaren dat de bepalingen van deze Overeenkomst van toepassing zullen zijn in een of meer van zijn buiten het moederland gelegen gebieden, Staten of gebieden voor welke internationale betrekkingen hij verantwoordelijk is. De Zwitserse Bondsraad doet van deze kennisgeving mededeling aan elk der Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand. De bepalingen van deze Overeenkomst worden in het gebied of de gebieden die in

de kennisgeving zijn aangewezen van toepassing op de zestigste dag na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad bedoelde kennisgeving heeft ontvangen.

Iedere Staat die een verklaring heeft afgelegd, overeenkomstig het bepaalde in het tweede lid van dit artikel kan nadien op ieder tijdstip door middel van een aan de Zwitserse Bondsraad gerichte kennisgeving verklaren dat deze Overeenkomst zal ophouden van toepassing te zijn in een of meer van de Staten of gebieden welke in de verklaring zijn aangewezen.

De Zwitserse Bondsraad doet van deze kennisgeving mededeling aan alle Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

De Overeenkomst houdt op van toepassing te zijn in het bedoelde gebied op de zestigste dag na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad deze kennisgeving heeft ontvangen.

Artikel 22

Iedere Staat kan tot deze Overeenkomst toetreden nadat zij in werking is getreden. De akte van toetreding wordt nedergelegd bij de Zwitserse Bondsraad. Deze stelt alle Overeenkomstsluitende Staten en de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand in kennis van iedere nederlegging van een akte van toetreding. De Overeenkomst treedt voor de toetredende Staat in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging van de akte van toetreding.

Artikel 23

Deze Overeenkomst blijft voor onbepaalde tijd van kracht. Iedere Overeenkomstsluitende Staat kan evenwel de Overeenkomst te allen tijde opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving gericht aan de Zwitserse Bondsraad die hiervan kennis geeft aan de andere Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

Van deze mogelijkheid tot opzeggen kan geen gebruik worden gemaakt vóór het verstrijken van een termijn van één jaar te rekenen van de kennisgeving bedoeld in artikel 18 of de toetreding.

De opzegging wordt van kracht na verloop van zes maanden na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad de in het eerste lid van dit artikel bedoelde kennisgeving heeft ontvangen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende vertegenwoordigers, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs op 12 september 1974 in een enkel exemplaar dat zal worden nedergelegd in het archief van de Zwitserse Bondsraad en waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs diplomatieke weg zal worden gezonden aan elk der Overeenkomstsluitende Staten en aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 6 en 7 van dit Tractatenblad.)

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 64, juncto artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens tot de Overeenkomst kan worden toegetreten.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 18 van de Overeenkomst heeft de volgende Staat een kennisgeving gericht tot de Zwitserse Bondsraad waarin mededeling werd gedaan van de voltooiing van de grondwettelijk vereiste procedures voor de toepassing van de Overeenkomst:

Luxemburg 4 maart 1976

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 19, eerste lid, in werking treden op de dertigste dag na de datum van nederlegging van de tweede kennisgeving door een Overeenkomstsluitende Staat, dat de door diens Grondwet vereiste procedures voor de toepassing van deze Overeenkomst zijn voltooid.

J. GEGEVENS

De Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand, welke Commissie onder meer in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst wordt genoemd, is opgericht bij een op 25 september 1950 te Bern totstandgekomen Protocol tussen het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg, de Franse Republiek en de Zwitserse Bondsstaat. De tekst van dit Protocol is geplaatst in *Stb.* K 566; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1975, 52.

Uitgegeven de achttiende september 1978.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
C. A. VAN DER KLAUW.